

PRÉFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Bourges, le 15 février 2016

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

SAS SETEC

Commune d'ORVAL

Objet : Demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter une carrière de
sable sur le territoire de la commune d'ORVAL : Pétitionnaire – SAS SETEC

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS GLASSÉES

Par transmission reçue le 2 juillet 2015, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher nous a adressé le dossier de demande d'autorisation visé en objet.

Ce dossier a été déposé par Monsieur Vincent MARTIN en sa qualité de président de la SAS SETEC pour une demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter une carrière de sable située sur la commune d'Orval, aux lieudits « Les Charmes » et « Les Flaudis ».

Cette carrière a été exploitée par la S.A.R.L. T.T.R, par arrêté préfectoral du 21 juin 2002 pour une durée de 13 ans.

Depuis cette date, elle a été intégrée dans la société SETEC dont elle est devenue un établissement secondaire. La SAS SETEC se substitue donc à la SARL TTR pour l'exploitation de la carrière et sollicite le transfert de l'autorisation en son nom. On notera que Mr Vincent MARTIN est président de la SAS SETEC et de la SARL TTR.

Cette demande porte sur la parcelle section ZD n° 9 (pour partie). La surface de l'emprise, inchangée par rapport à la situation existante, est de 192 300 m² pour une surface exploitable de 44 900 m² dont 15 730 m² restent à exploiter.

Un extrait de carte au 1/25 000 localisant le site est joint en annexe 1 du présent rapport.

Un plan parcellaire au 1/2500 comportant le périmètre sollicité est également joint au présent rapport (annexe 2).

PJ : 1 plan de localisation (annexe 1)
1 plan cadastral (annexe 2)
Plan de remise en état (annexe 3)
Projet d'arrêté préfectoral
Copie : DREAL Centre-Val de Loire-SEIR

1 – OBJET DE LA DEMANDE.

1.1 - Nature et volume des activités.

La demande présentée par le pétitionnaire relève du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du régime de la déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Au titre des installations classées :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement
2510	1	A	Exploitation de carrière de sables et graviers alluvionnaires.	Carrière de sable à ciel ouvert Production sollicitée : - maximale 15 000 t/an - moyenne 10 000 t/an.	Néant

A : autorisation

Au titre de la loi sur l'eau :

Rubrique	Nature	Critère de classement	Caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Absence de seuil	1 piézomètre à créer	D

D : Déclaration

1.2 – Historique administratif et description de la carrière actuelle.

La société TTR est spécialisée dans les activités de travaux routiers, de voiries et réseaux divers. Cette carrière de sable de terrasse a été initialement autorisée en 1991. L'arrêté préfectoral du 21 juin 2002 a autorisé l'exploitant à poursuivre l'exploitation de cette carrière pour une durée de 13 ans sur le même périmètre que la présente demande.

L'autorisation d'exploiter cette carrière est donc échue depuis le 21 juin 2015.

L'exploitant a déposé son dossier de demande de renouvellement d'exploiter le 19 décembre 2014, soit 6 mois avant l'échéance de l'autorisation. La procédure d'instruction de cette demande ne pouvant être terminée avant l'échéance de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2002, l'exploitant a donc également sollicité l'autorisation de poursuivre l'exploitation de cette carrière dans l'attente de la décision qui interviendra à l'issue de l'instruction du dossier de demande de renouvellement d'autorisation.

Des situations semblables à celle ci sont évoquées dans la circulaire du ministre chargé de l'environnement du 10 mai 1983, relative au cas des établissements nécessitant une régularisation administrative, ainsi que dans celle du 25 septembre 2001 relative aux Installations classées - Procédure d'instruction des demandes d'autorisation. Elles prévoient d'édicter des mesures provisoires dans le cas de risques ou inconvénients qui ne peuvent être prévenus dans des délais raisonnablement courts et inférieurs aux délais d'instruction.

En application de ces circulaires, un arrêté préfectoral a imposé à la SAS SETEC des prescriptions techniques dans l'attente de la décision relative à la demande de régularisation administrative. Il a été notifié à l'exploitant le 8 juillet 2015.

Le site est implanté à l'Ouest de la commune d'Orval, en limite de la commune de Nozières et à proximité des locaux de l'agence SETEC. Il s'inscrit dans un contexte agricole, de type bocage. La plus proche habitation est située à 500 mètres au sud ouest des limites du périmètre considéré. Il s'agit du domicile du propriétaire des terrains d'assiette. Les autres habitations sont implantées à une distance minimum de 580 mètres et sont séparées du site par une route départementale.

On notera également la présence de la ligne SNCF de Bourges à Montluçon au nord du site et de l'autoroute A 71 au sud.

La topographie du site est plane avec quelques ondulations de l'ordre de la dizaine de mètres. Les cotes du site varient de 160 à 167,50 mètres NGF.

La carrière représente une surface de 44 900 m² dont 15 730 m² restent à extraire. Les terrains ont été entièrement décapés dans le cadre de la précédente autorisation et les terres sont stockées en merlons périphériques.

La hauteur du gisement de sable varie de 2 à 7,50 mètres. Il était recouvert de 0,20 mètre de terre végétale et de 0,60 mètre de stériles.

La cote minimale du carreau est fixée à 155,50 mètres NGF. La cote de la nappe est à 154,50 mètres NGF.

Le volume restant à extraire est de 83 000 m³ soit 150 000 tonnes (densité de 1,8).

1-3 Présentation de la demande.

Par courrier du 13 février 2015, l'inspection des installations classées a notifié à l'exploitant le caractère incomplet et irrégulier de son premier dossier déposé le 19 décembre 2014.

Ce dernier a déposé un nouveau dossier le 30 juin 2015. C'est sur cette dernière version que porte le présent rapport.

La production demandée est de 10 000 t/an avec un maximum de 15 000 t/an.

La durée sollicitée est de 15 ans.

Les aménagements et les modalités d'exploitation ne seront pas modifiés par rapport à la précédente autorisation.

L'extraction sera toujours réalisée à la pelle hydraulique et les matériaux transportés dans les camions à l'aide d'un chargeur.

Le site est dépourvu d'équipement annexe (aucune installation de traitement n'est installée sur le site). Tous les équipements nécessaires pour le personnel et le matériel sont implantés au niveau de l'agence située à proximité du site.

Le transport des matériaux s'effectue par camions via la voie privée menant jusqu'à l'agence. La sortie s'effectue sur le chemin rural de Nozières aux Noirats qui conduit directement à la RD 300 qui relie la RD 2144 (Bourges -Montluçon) à l'échangeur de l'autoroute A71.

La remise en état consiste au remblaiement à l'aide de matériaux inertes jusqu'à la cote de 161,80 mètres NGF puis régagée à l'aide des terres végétales. La zone se présentera ainsi sous la forme d'une dépression régulière bordée de fronts à 30°.

2-PROCEDURE D'INSTRUCTION.

2-1 Avis de l'autorité environnementale.

Le préfet de région, en tant qu'autorité environnementale, a émis le 3 novembre 2015 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Il a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Cet avis a conclu que le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. Les impacts sont globalement bien identifiés et bien traités.

Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer et réduire les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

2.2 Enquête publique.

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n°2015-DDCSPP-180 du 21 octobre 2015 s'est déroulée du 19 novembre 2015 inclus au 18 décembre 2015 inclus dans les communes d'Orval, Farges-Allichamps, Bruère allichamps, La Celle, Meillant, St Amand Montrond, Bouzais, Orcenais et Nozières.

Dans son rapport d'enquête, le commissaire enquêteur signale qu'il n'a reçu aucun courrier et qu'aucune observation n'a été portée sur les registres.

Durant l'enquête, il a reçu une seule visite, celle d'un administrateur de l'association départementale de la nature et de l'environnement NATURE 18.

Celui ci lui a remis une note comportant 6 observations ou questions portant sur les points suivants :

- les éléments mis en ligne sur le site de la préfecture,
- les milieux naturels,
- le remblaiement,
- le réaménagement,
- les risques de pollution causés par les engins,
- les risques causés par les poids lourds.

Ces éléments ont été communiqués à l'exploitant le 19 décembre 2015. Celui ci a répondu au commissaire enquêteur le 4 janvier 2016 sur l'ensemble des points soulevés.

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sans réserve ni observation.

2.3 Avis des conseils municipaux.

Les conseils municipaux inscrits dans le rayon d'affichage ont été sollicités pour émettre un avis sur le projet.

Orval : Avis favorable à l'unanimité le 23 novembre 2015.

Farges-Allichamps : Avis favorable à l'unanimité le 9 novembre 2015.

La Celle : Avis favorable à l'unanimité le 24 novembre 2015.

Meillant : Accepte le renouvellement de l'autorisation à l'unanimité le 16 novembre 2015.

Nozières : Accepte le renouvellement de l'autorisation à l'unanimité le 18 novembre 2015.

Les délibérations des conseils municipaux d'Orcenais, Bouzais, Bruère allichamps et St Amand Montrond ne sont pas parvenues au service instructeur.

2.4 : Avis des services consultés.

Le 7 octobre 2015, le **Directeur de l'INAO** signale qu'il n'a aucune objection à formuler à l'encontre du projet.

Le 8 octobre 2015, le **Directeur Régional des Affaires Culturelles** fait savoir que ce dossier ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques.

Le 8 octobre 2015, le **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine** signale que *« compte tenu du fait que ce projet ne concerne aucun des espaces suivants : périmètre de protection de monument historique, secteur sauvegardé, aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager ou inscrit, la consultation ou l'accord de l'architecte des bâtiments de France n'est pas obligatoire. »*

Le 27 octobre 2015, le **Directeur du Service départemental d'Incendie et de Secours du Cher** émet son avis dans les termes suivants :

« L'installation devra être équipée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques (ex : extincteurs).

Des consignes de sécurité devront être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site. Ces consignes devront notamment indiquer :

Les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant,

Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluide),

Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des service d'incendie et de secours...

Assurer la desserte interne du site par une voirie accessible en tout temps par les engins des sapeurs pompiers.

Dans le respect des observations sus visées, j'émet un avis favorable à ce renouvellement. »

Le 4 novembre 2015, le **responsable du Département Maintenance, Travaux tiers et Données de GRT GAZ** émet un avis favorable sous réserve de recommandations et exigences.

Ces recommandations et exigences visent des servitudes à une distance de 4 mètres de part et d'autre de la canalisation. Elles concernent également, entre autre, l'interdiction de travaux et de plantations à moins de 10 mètres de la canalisation.

L'arrêté préfectoral d'autorisation de cette carrière disposait déjà d'une prescription interdisant l'extraction à moins de 30 mètres de la canalisation. Cette prescription est reprise au chapitre 1.5 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Le 4 décembre 2015, le **Directeur Départemental des Territoires** signale que ce dossier appelle de sa part les observations suivantes :

« Environnement »

Le renouvellement d'autorisation d'exploiter la carrière n'entraîne pas d'impact supplémentaire, le site d'exploitation ne subissant aucune extension.

Aucun enjeu fort sur les milieux naturels terrestres et aquatiques n'a été identifié.

Le risque de pollution des eaux superficielles est très faible, aucun cours d'eau n'est présent à proximité de la carrière.

L'incidence sur les nappes d'eaux souterraines est limitée, le fond de fouille se situe au-dessus de la nappe phréatique.

Le remblaiement est prévu avec des matériaux inertes.

Remarques complémentaires

L'arrêté du 21 juin 2002 autorisant l'exploitation de la carrière stipule qu'aucune extraction ne doit avoir lieu à moins de 30 m de la canalisation de gaz présente au bout de la carrière. La demande de renouvellement prévoit une réduction de cette distance à 25 m (étude de dangers 3.3.4 p 31).

Si le futur arrêté de renouvellement autorise la création du piézomètre, il ne sera pas nécessaire de déposer un dossier "loi sur l'eau" au titre de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R214-1 du code de l'environnement.

Par conséquent, j'émet un avis favorable à cette demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter. »

3-MESURES PRISE POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT DU SITE.

Les mesures prises pour protéger l'environnement, telles qu'indiquées dans le dossier de demande d'autorisation, sont exposées ci-après.

3.1.Méthode d'exploitation et de remise en état.

L'exploitation est réalisée par campagne au gré des besoins de la société (de l'ordre de 3 campagnes de 5 jours par an en moyenne). Il n'y a personne à demeure sur le site. En période d'activité le nombre d'intervenants est de 3 au maximum.

L'exploitation est réalisée à l'aide d'engins de terrassement (pelle hydraulique et chargeur) sur une épaisseur qui varie de 2 à 7,50 mètres.

L'exploitation sera réalisée en 3 phases de 5 ans. La première phase, au sud du périmètre sollicité, consistera à poursuivre l'exploitation des terrains sur lesquels il subsiste une épaisseur de 2 mètres de matériaux à extraire. Les phases 2 et 3 portent intégralement sur la partie du site non extraite d'une épaisseur de gisement de l'ordre de 7,50 mètres, en revenant vers le nord.

La cote du fond de fouille est fixée à 155,50 mètres NGF, soit 1 mètre au dessus du niveau des plus hautes eaux connues (PHEC).

Le tout venant est soit stocké sur la partie restant à extraire, soit évacué directement. Aucune installation de traitement des matériaux n'est implantée sur le site.

Au fur et à mesure que l'extraction progresse, le site sera remblayé avec des matériaux inertes jusqu'à la cote de 161,80 m NGF. Ces matériaux, dont le volume est estimé à 110 000 m³, proviennent majoritairement des chantiers réalisés par l'exploitant.

La dépression résultant de l'exploitation sera bordée de fronts de taille talutés en pente douce à 30°. Elle ne constitue donc pas une rupture topographique marquée par rapport aux terrains riverains.

L'ensemble du site sera recouvert de 0,20 cm de terre végétale. Cette terre constitue actuellement les merlons implantés autour du périmètre du site.

Le réaménagement en prairie naturelle permettra à terme le maintien des espèces des milieux de bocage présentes sur le site et en périphérie.

L'avis favorable du propriétaire de la parcelle concernée sur cette remise en état est formalisé dans le dossier.

Il convient de noter que la partie de cette carrière qui a été exploitée a été partiellement remise en état au niveau du terrain naturel à l'aide de matériaux inertes.

Les apports de matériaux inertes sont réglementés par les prescriptions visées à l'article 2.4.3.2 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

3.2. Gestion des eaux.

Les impacts potentiels du projet devant être impérativement maîtrisés sont :

- le risque de pollution accidentelle de la nappe des alluvions du Cher par les hydrocarbures pendant l'exploitation ;
- le risque de pollution de la nappe des alluvions du Cher par les matériaux extérieurs mis en remblai lors de la remise en état du site.

Compte-tenu du contexte hydrogéologique, le risque de contamination des captages proches exploitant cette nappe est estimé, à juste titre, très faible voire nul.

Toutefois, plusieurs mesures de protection et de suivi des eaux de la nappe des alluvions sont prévues pour réduire les impacts potentiels du projet :

- absence de stockage d'hydrocarbures au droit du site d'extraction ;
- ravitaillement et entretien courant des engins en dehors de la sablière ;
- stationnement des engins hors du site en dehors des horaires d'ouverture ;
- procédure d'intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures et mise à disposition de matériel adéquat ;
- mise en place d'une procédure de contrôle des matériaux inertes extérieurs avant leur mise en remblai ;
- création d'un piézomètre en aval hydraulique de la carrière et mise en place d'un suivi semestriel de la qualité des eaux de la nappe des alluvions.

3.3. La faune et la flore.

En ce qui concerne la destruction de milieux, l'impact est faible du fait que toute la superficie sollicitée en renouvellement est déjà décapée et de la banalité des habitats et de la flore présents sur le reste de l'emprise.

En regard de la faune, le risque de destruction de spécimens et des milieux de vie est considéré comme faible à nul pour la plupart des espèces, et modéré pour les oiseaux, du fait de la présence d'espèces protégées, pour certaines nicheuses.

Par ailleurs on relève l'absence d'effet significatif du projet sur les sites Natura 2000 les plus proches (« coteaux bois et marais de la Champagne berrichonne » à 400 m).

Diverses mesures, proportionnées aux enjeux relevés, seront mises en œuvre pour réduire les impacts, et notamment :

- adaptation des périodes de chantier pour éviter toute destruction d'individus d'espèces protégées (non exploitation des fronts de taille entre avril et août, débroussaillage des friches et fourrés en septembre-octobre). L'impact sera d'autant plus faible que l'exploitation se réduit à trois campagnes annuelles, d'une durée de 5 jours chacune ;

- contrôle des espèces exotiques envahissantes, notamment la Renouée du Japon sur les surfaces en phase de réaménagement.

Enfin, dans le cadre de la remise en état du site, le réaménagement en prairie naturelle permettra à terme le maintien des espèces des milieux de bocage présentes initialement sur le site et en périphérie.

3.4. L'environnement humain.

3.4.1. Le bruit.

Le secteur de la carrière s'inscrit dans un contexte contrasté. En effet, il est localisé dans une zone rurale proche des différentes activités du secteur (autoroute, voie de chemin de fer et activités industrielles au nord).

Les mesures des niveaux sonores mesurés sont de 54 dB(A) maximum pour une valeur réglementaire de 70 dB(A). L'émergence maximum est de 3,5 dB(A). Elle est également inférieure à la valeur réglementaire de 5 dB(A).

A noter que durant l'exploitation de cette carrière, soit depuis 1991, aucune plainte relative aux nuisances sonores n'a été formulée.

3.4.2. Les transports routiers.

La circulation routière est à mettre en relation avec la production de 15 000 t/an au maximum et l'apport de matériaux extérieurs. Cette production maximale était de 75 000 t/an auparavant.

La circulation engendrée est de l'ordre de 12 camions par jour, soit 0,23 % du trafic général de la RD 300 et 1,9 % du trafic poids lourds. La moyenne journalière mentionnée dans le dossier est de 5240 véhicules par jour dont 634 poids lourds.

On notera que la sortie du chemin des Noirats à Nozières sur la RD 300 a été aménagée (élargissement de la chaussée et mise en place d'un panneau « Stop ») pour améliorer la sécurité des véhicules à cette intersection.

3.5 Capacités financières.

La SAS SETEC, dont le siège social est implanté dans l'Indre, est une entité du Groupe ROGER MARTIN.

Elle dispose du personnel et du matériel en adéquation avec les besoins d'extraction et de transport. S'agissant d'un renouvellement, le matériel d'extraction est déjà en possession de l'exploitant.

L'attestation de la Banque de France stipule que la SAS SETEC dispose de la capacité à honorer ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans.

3.6. Garanties financières.

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place pour chaque phase quinquennale par la SAS SETEC.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Ce montant inclus la TVA.

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est :

$$CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + S3 C3) \text{ €}$$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en février 2015, soit 703,6.

$\alpha = \text{Index} (1+\text{TVA}_R) / \text{Index} 0 (1+\text{TVA}_0)$ avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,50 ;

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA_0 : taux de la TVA applicable en janvier 2009 soit 19,6.

L'autorisation ayant été sollicitée pour une durée de 15 ans, 3 périodes quinquennales sont considérées.

Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque période et propose de retenir les valeurs du tableau ci après.

Périodes	S 1 C1=15 555€/ha	S 2 C2=34 070€/ha	S3 C3=17 775€/ha	Total en €
1	0,709	1,808	0,410	87 537,43
2	0,553	1,398	0,312	67 670,20
3	0,491	1,008	0,215	50 170,46

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

4 - AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR.

L'examen de ce dossier fait ressortir :

- que le périmètre sollicité et les conditions d'exploitation restent inchangées,
- que cette demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R.512-2 à 512-24 du Code de l'Environnement,
- que le projet est le meilleur compromis entre l'exploitabilité du matériau et les impacts sur l'environnement,
- que le dossier établi fait ressortir que l'exploitation de ce site ne générera pas d'impact supplémentaire susceptible de porter atteinte à la santé des habitants, tant au niveau de l'eau que du bruit,

- que les mesures proposées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que les dispositions complémentaires envisagées dans le projet d'arrêté préfectoral sont en mesure de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,
- que le pétitionnaire détient, par contrat de forage, la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains concernés par le projet,
- que la durée d'exploitation de 15 ans est compatible avec le volume de matériaux à extraire,
- que le projet est conforme aux documents d'urbanisme de la commune d'Orval et au Schéma Départemental des Carrières approuvé le 7 mars 2000,
- que la procédure d'instruction (enquête publique et consultation des services) n'a pas suscité de remarque ou d'observation susceptible d'imposer des prescriptions complémentaires dans le projet d'arrêté préfectoral.

Enfin, sur le plan économique, la proximité du projet vis-à-vis des entreprises utilisatrices locales permet à ces dernières de pérenniser leur approvisionnement en sable, mais également de satisfaire à leurs obligations, notamment en terme de réduction des émissions de gaz à effets de serre liées au transport des matériaux.

En conséquence, le service instructeur émet un avis favorable à cette demande d'autorisation.

5 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS.

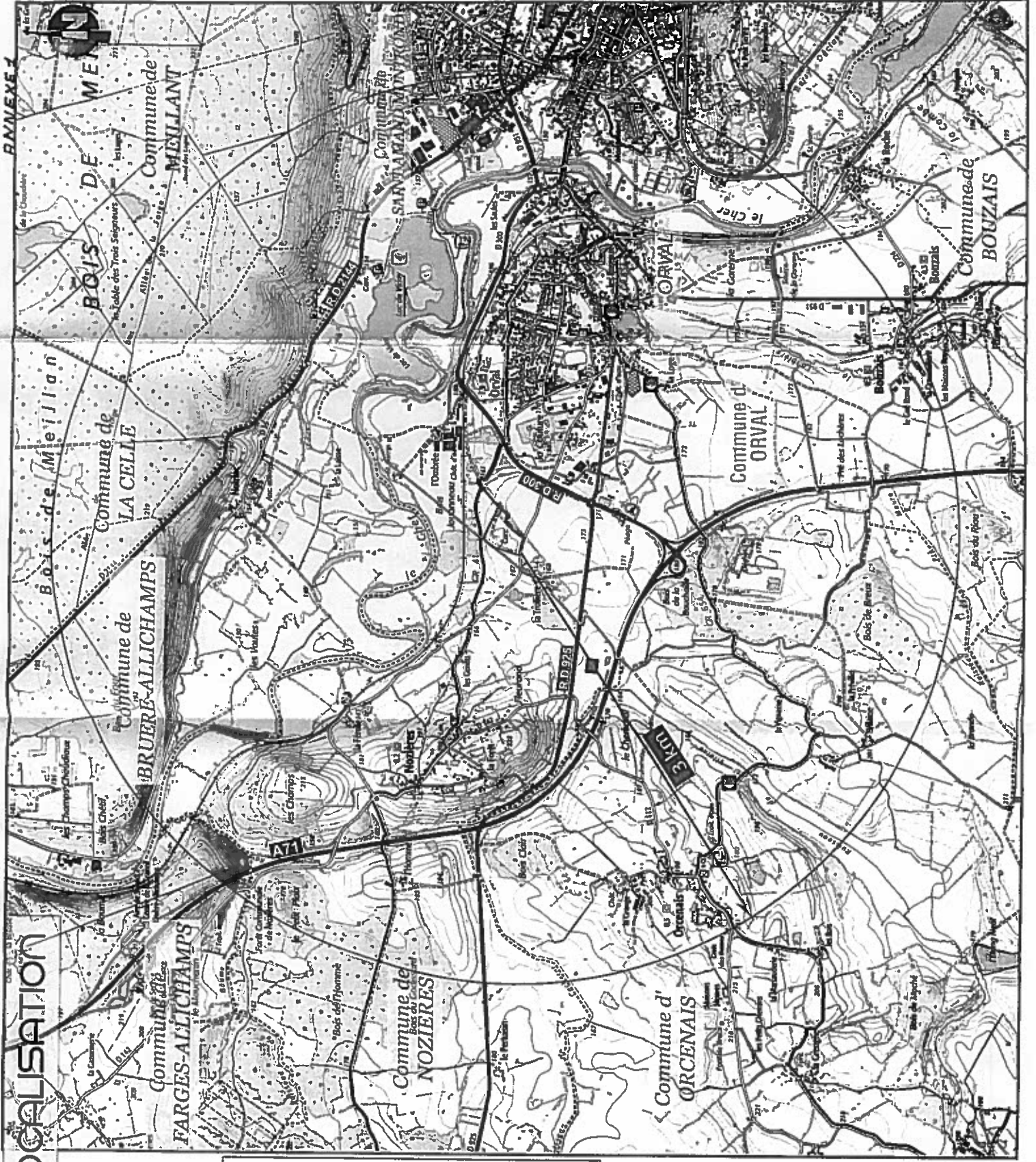
Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

**L'inspecteur de l'environnement,
Signé**

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame la préfète du Cher,
Pour le directeur régional et par
délégation,
La chef de la deuxième subdivision de
l'unité interdépartementale du Cher et de
l'Indre,
Signé

CARTE DE LOCALISATION








- Limite de la zone autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2002 sollicitée en renouvellement de carrière (rubrique 2510.1 des ICPE)
- Accès créé pour l'évacuation des produits
- Limite de commune
- Rayon d'affichage de l'avis au public (art R.512-14 et R.512-15 du livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement)

Le fond de carte a été réalisé à partir du montage au 1/25000 issu du site GEOPORTAIL.fr

Echelle : 1/25000

PLAN PARCELLAIRE

Etabli à la date de réalisation du dossier
(Repris au 2^{ème} trimestre 2015)

-  Limite de la zone autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2002 sollicitée en renouvellement de carrière (rubrique 2510.1 des ICPs)
-  Numéro de la parcelle sollicitée
-  Limite de commune
-  Constructions
-  Zone remblayée à niveau objet de la déclaration de modification des conditions de remise en état

Ligne de chemin de fer de BOURGES à MONTLUÇON

Commune de NOZIERES,
Section ZA

Les Charmes

ZD 9 pp

Les Flaudis

Commune d'ORVAL
Section ZD

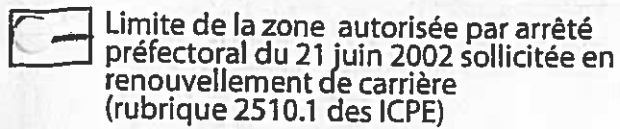
Chemin rural n° 2


Ce plan a été réalisé à partir du montage
parcellaire issu du site cadastre.gouv.fr

Echelle : 1/2500

Pour plus de clarté, seul le numéro
de la parcelle sollicitée a été reporté.

■ PLAN DE SITUATION A LA DATE DE REALISATION DU DOSSIER (2014)



 Limite de la zone exploitable


	Clôture
--	---------

 Limite de commune

 Courbe de niveau en m NGF


196 Cote en m NGF

S1 : SURFACE DES INFRASTRUCTURES



Piste
Emplacement des merlons

S2 : SURFACE EN EXPLOITATION

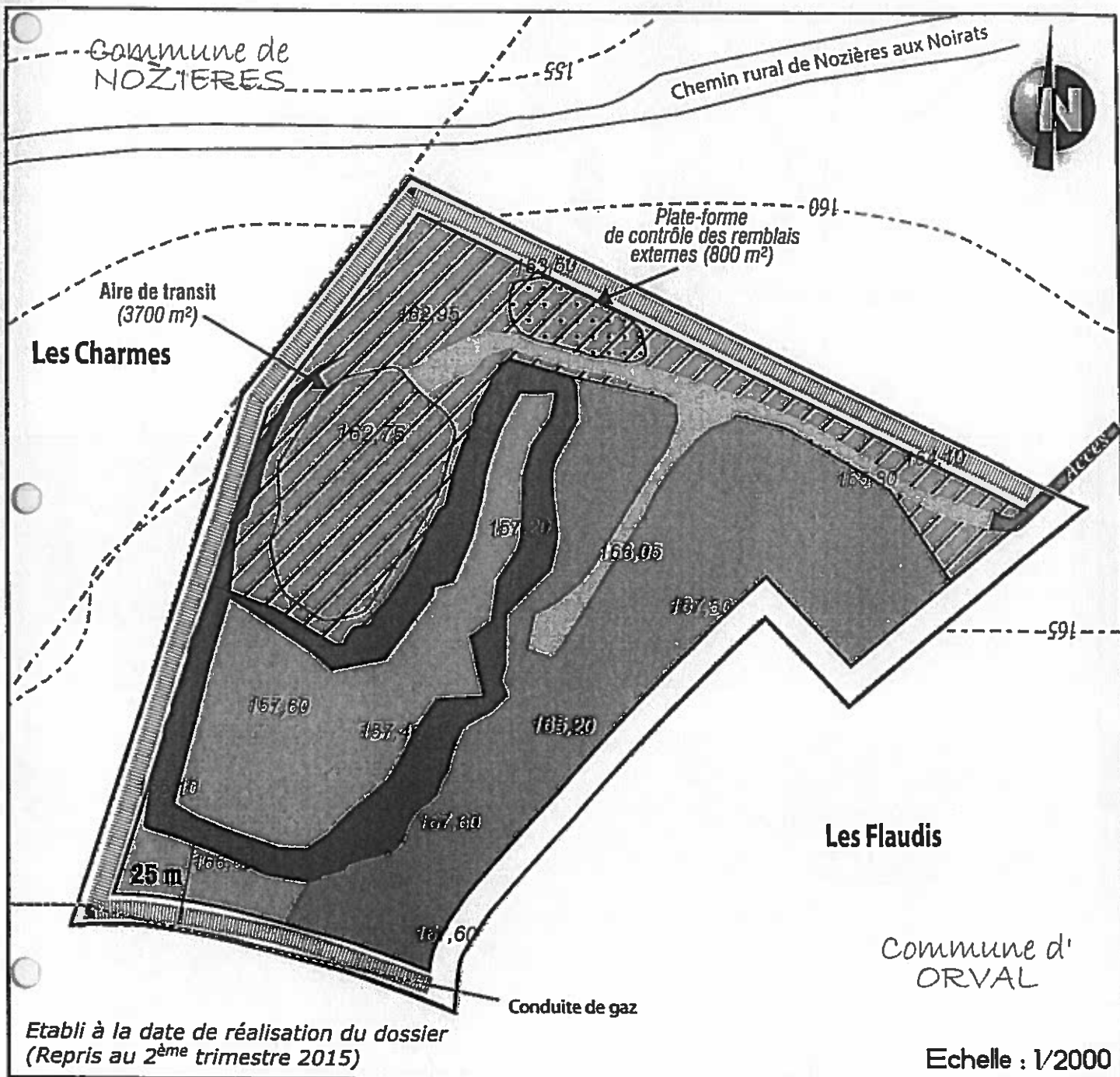
 Zone décapée

Zone en exploitation

S3 : SURFACE EN FRONTS


 Front en exploitation


Zone remise en état




Echelle : 1/2000


■ PLAN DE SITUATION PREVISIONNELLE EN FIN DE PHASE 1 (DATE A.P. + 5 ANS)


 Limite de la zone autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2002 sollicitée en renouvellement de carrière (rubrique 2510.1 des ICPE)

 Limite de la zone exploitable

 Clôture

 Limite de commune


 Courbe de niveau en m NGF


 196 Cote en m NGF

S1 : SURFACE DES INFRASTRUCTURES


 Piste
 Emplacement des merlons


S2 : SURFACE EN EXPLOITATION


 Zone décapée

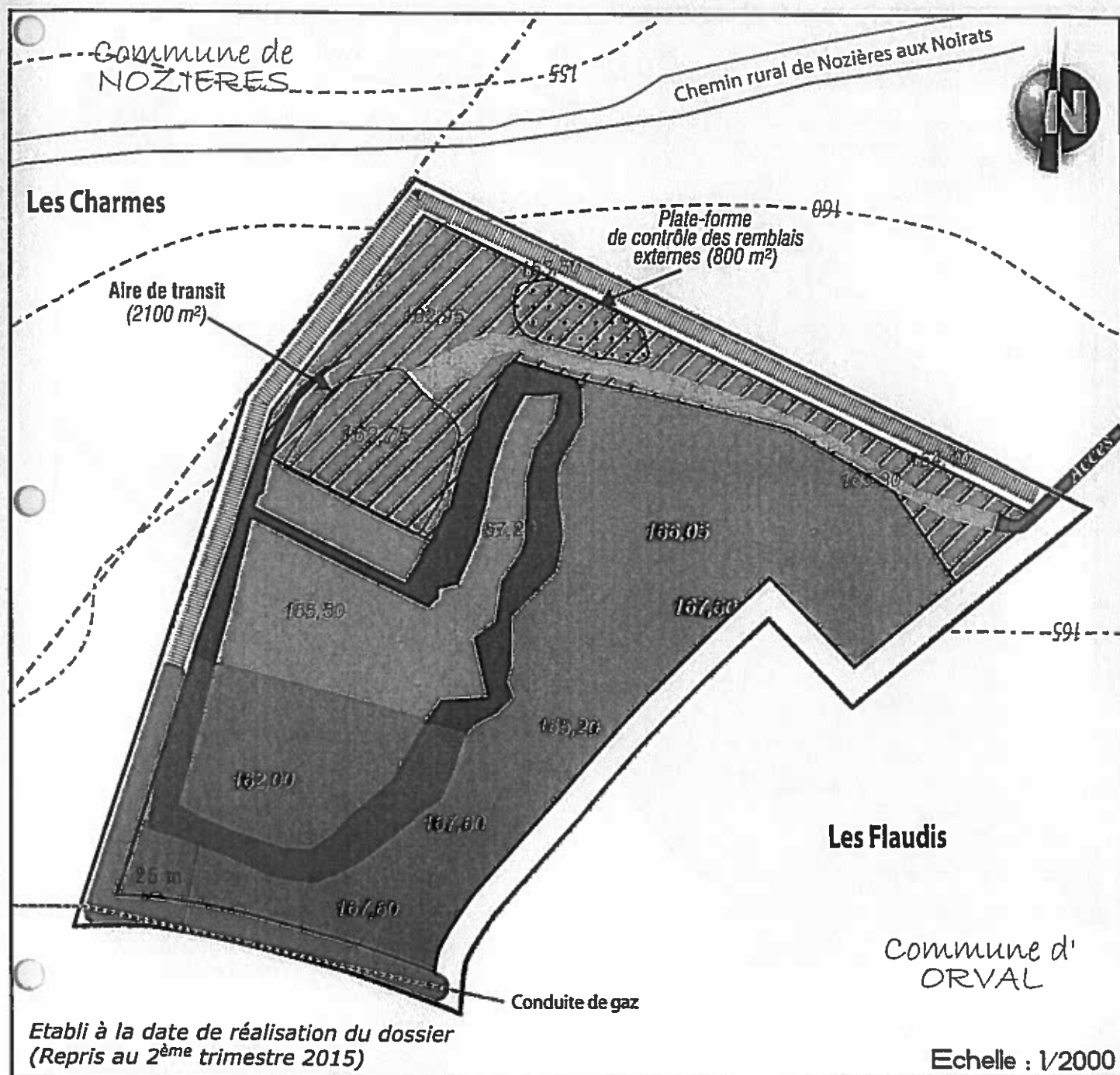
 Zone en exploitation

S3 : SURFACE EN FRONTS


 Front en exploitation


 Front en position définitive

 Zone remise en état




■ PLAN DE SITUATION PREVISIONNELLE EN FIN DE PHASE 2 (DATE A.P. + 10 ANS)


 Limite de la zone autorisée par arrêté préfectoral du 21 juin 2002 sollicitée en renouvellement de carrière (rubrique 2510.1 des ICPE)

 Limite de la zone exploitable

 Clôture

 Limite de commune


 Courbe de niveau en m NGF


 196 Cote en m NGF

S1 : SURFACE DES INFRASTRUCTURES


 Piste
Emplacement des merlons


S2 : SURFACE EN EXPLOITATION


 Zone décapée

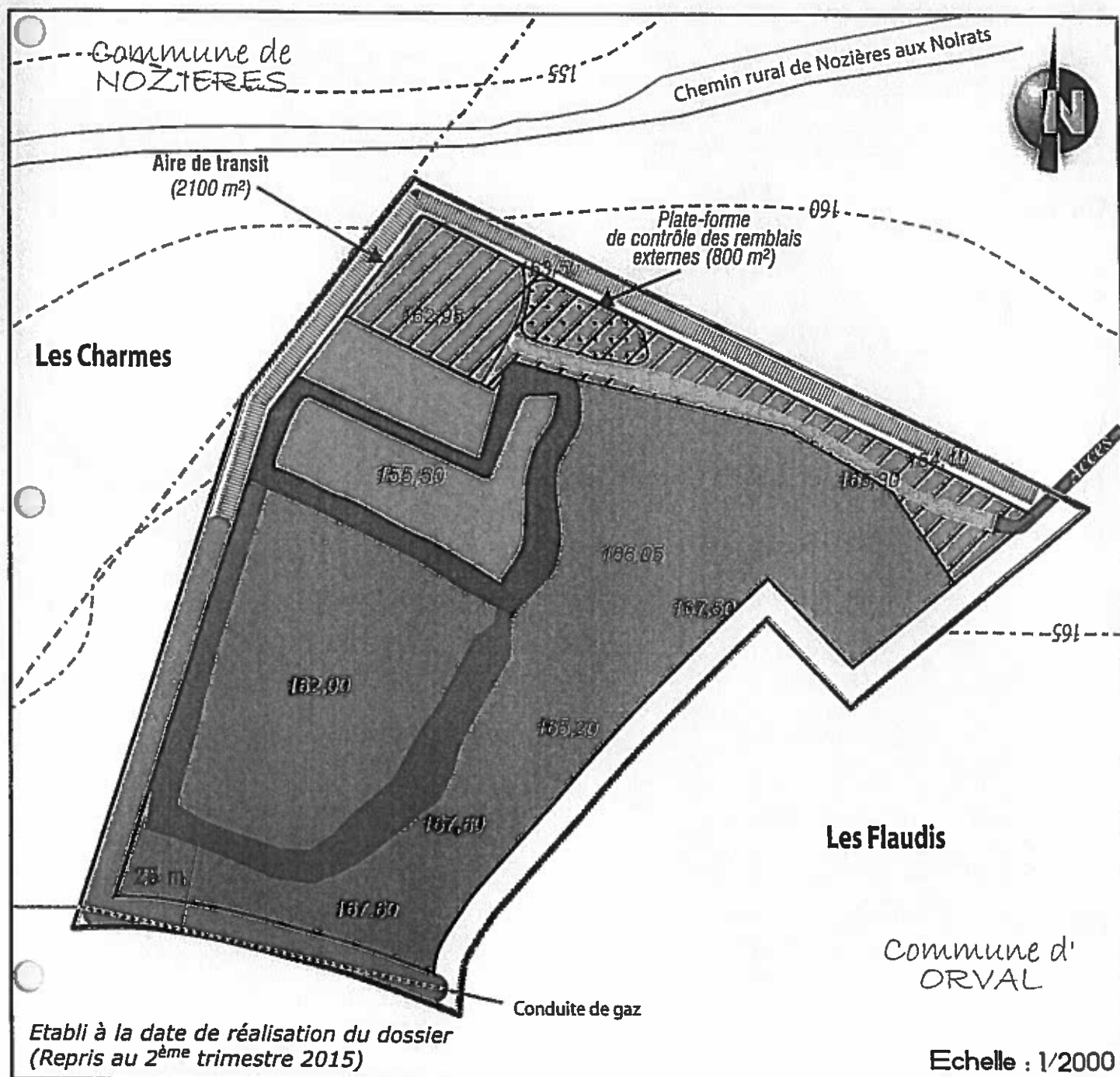
 Zone en exploitation

S3 : SURFACE EN FRONTS

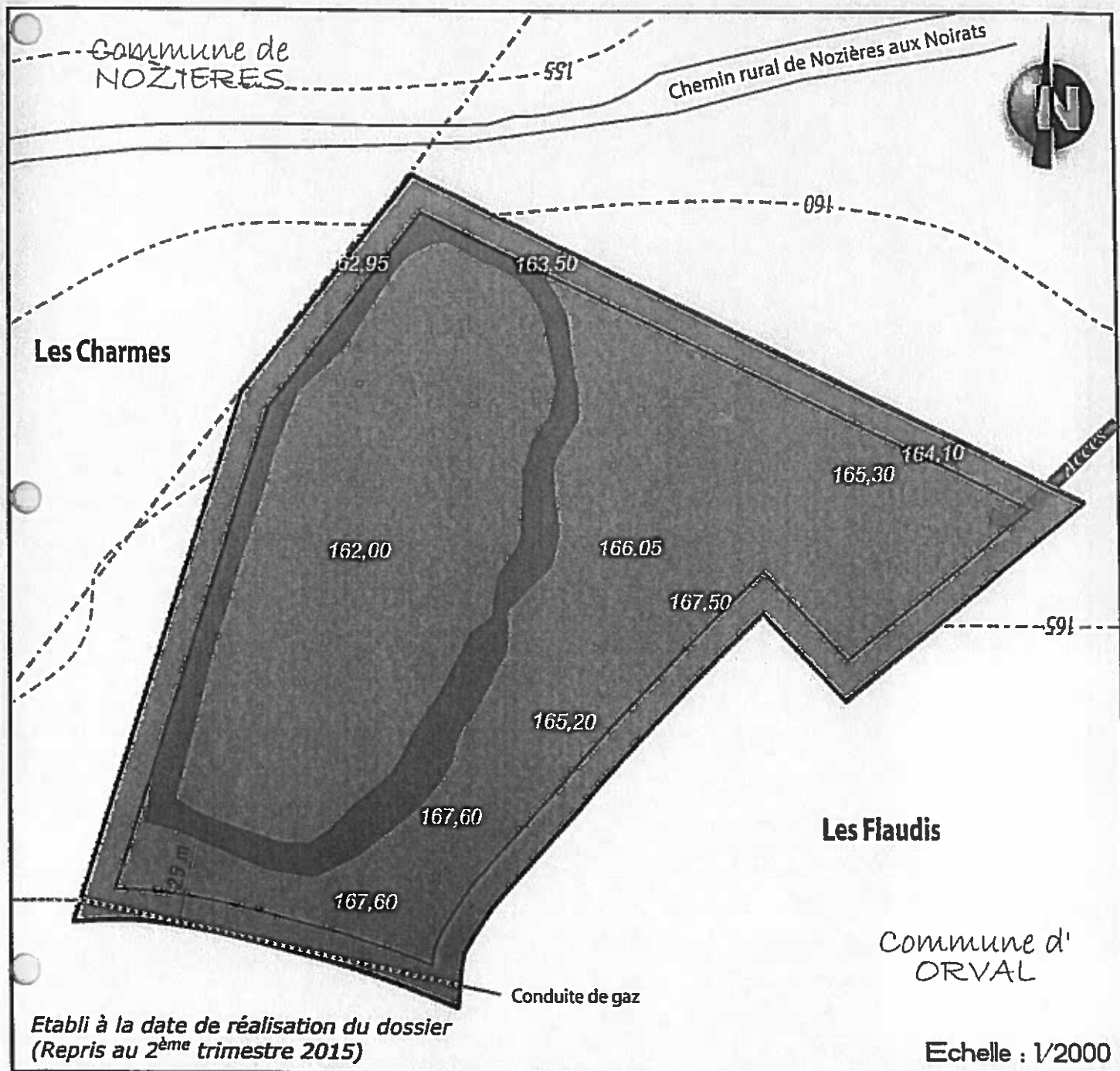
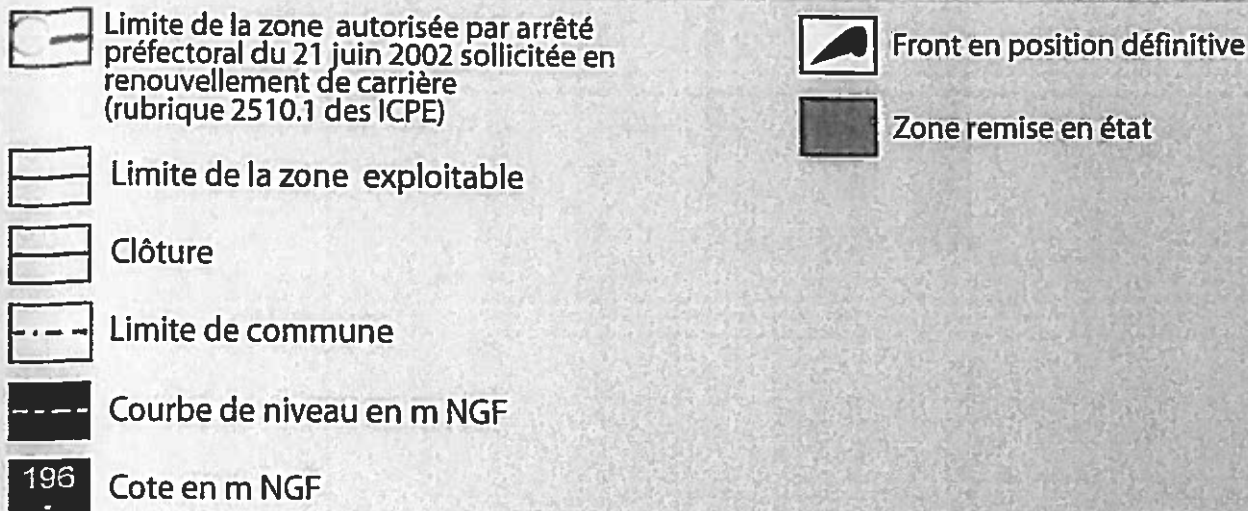
 Front en exploitation

 Front en position définitive

 Zone remise en état



■ PLAN DE SITUATION PREVISIONNELLE EN FIN D'AUTORISATION (DATE A.P. + 15 ANS)



ETAT FINAL

Etat final de la réalisation du dossier
(GITE 2014)

Limite de la zone affectée par arrêté
préfectoral du 21 juin 2012, relative au
renouveau de la carte
(publique 2011 des GITE)

Limite de la zone affectée

Coupe de niveau au m NGF

Cote en m NGF

Ligne de chemin de fer de BOURGES à MONTLUÇON

Commune de
NEZIERES

Cultures

Bois

Commune de
ORVAL

Cultures

Chemin rural de l'association des habitants

Prairies

Prairies

Prairies

Les Châmes

Prairies

Prairies

Zone remblayée
à niveau

Prairies

Les Flandres

Cultures

Le Trolle

Cultures

COUPE AB

Terrain naturel

Terre régulée

162.00 m

Gisement

Remblais

Cette planche a été réalisée à partir du montage
de photographies aériennes issues du site
geoportail.fr.

Echelle : 1/2000

LOCALISATION DES POINTS DE MESURE DE BRUIT



